

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM France SAS

Rue Charles Marie Ravel
ZI St-Martin-sur-le-Pré
51520 Saint-Martin-Sur-Le-Pré

Références : D2 i 2025-733

Code AIOT : 0005703131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement FM France SAS implanté Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre des visites périodiques des sites classés ICPE. Elle est en particulier liée à l'action nationale sur le sujet des 1ers prélèvements environnementaux auxquels sont soumis certains sites industriels conformément à l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France SAS
- Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré
- Code AIOT : 0005703131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM LOGISTIC est autorisée par l'arrêté initial n°2011-A-63-IC du 16 mai 2011 à exploiter une plateforme logistique sur le territoire de Saint-Martin-sur-le-Pré. Le site est classé SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

[...]
<p>Constats :</p> <p>Le site possède un POI. Sa dernière mise à jour date de moins de 3 mois : elle a été réalisée en mai 2025 (version 04409-V14).</p> <p>Un exercice destiné à tester ce POI est réalisé chaque année sur le site. Le dernier a eu lieu le 24 avril 2025 et a fait l'objet d'un retour d'expérience par l'exploitant. L'Inspection des installations classées était présente lors de cet exercice qui a fait l'objet d'un rapport de visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce site fait partie des établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement et son POI a été mis à jour après la date échéance du 1er janvier 2023.</p> <p>Le POI du site comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, ainsi que la liste des substances recherchées et des milieux associés.</p> <p>Le rapport de stratégie de prélèvement en date du 12 avril 2023 et réalisé par un organisme compétent, a été transmis à l'Inspection. Il justifie notamment du choix de chaque substance et du milieu où la chercher.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée :

<p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...] <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de stratégie de prélèvement en date du 12 avril 2023 et réalisé par un organisme compétent, a été transmis à l'Inspection. Il précise notamment les équipements et protocole de prélèvement associés par substance et milieux.</p> <p>La cohérence de la stratégie de prélèvement avec la liste des substances recherchées établie par l'exploitant (milieu, délai de prélèvement...) a été vérifiée par sondage.</p> <p>Aucun équipement de prélèvement à mobiliser n'est mutualisé.</p> <p>Ce rapport de stratégie ne soulève aucune remarque particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des</p>

délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a passé un contrat de prestation externe avec un organisme compétent pour réaliser ces premiers prélèvements environnementaux.

Le nom et le numéro téléphonique d'astreinte de cet organisme sont clairement indiqués dans le POI du site. Il est joignable 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Le contrat prévoit qu'il intervienne dans les 2 heures suivant son déclenchement.

Ce point a été testé lors de l'exercice POI du 24 avril 2025. L'exploitant a effectivement bien déclenché l'astreinte de l'organisme compétent comme prévu dans la procédure du POI du site, en lui précisant qu'il s'agissait d'un exercice, puis le personnel d'astreinte s'est déplacé physiquement sur chaque point de prélèvement pour vérifier leur bonne identification ainsi que les temps de transport nécessaires entre eux. Cette intervention a fait l'objet d'un compte-rendu de la part de l'organisme de prélèvement à l'exploitant.

La mise en œuvre de cette astreinte est compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux identifiés sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

La liste des produits de décomposition est intégrée à la liste des produits à rechercher présente dans le rapport de stratégie de prélèvement élaboré par l'organisme compétent avec lequel le contrat a été signé.

La cohérence des produits de décomposition recherchés avec l'activité de l'installation a été vérifiée par sondage. Ce contrôle ne soulève aucune remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite